

LES AFRICAINS ET LA DÉVALUATION

Une certaine Afrique est-elle morte à Yamoussoukro avec le « Vieux sage de l'Afrique » ? La dévaluation lancée à Dakar, le 11 janvier 1994, va-t-elle faire naître une Afrique nouvelle ?

Séduisante est l'association de ces images fortes du cycle régénérateur primordial (vie-mort-résurrection) auquel la commisération suscitée par l'état déplorable des PAZF (Pays africains de la Zone franc) convie à souscrire en guise de bouée de sauvetage, pour refuser l'affreux-pessimisme. Mais est-il permis, après tant de pains noirs et de vaines promesses trentenaires, d'hypothèses et d'hypothèques pour reprendre le titre de Bernard Conte, de brandir encore quelques promesses face à une réalité toujours plus cruelle, plus violente et plus meurtrière que jamais ? Au point même que les atrocités commises au Rwanda n'ont ému et mis en mouvement que bien tardivement l'opinion internationale. Les Africains des PAZF n'ont-ils pas trop longtemps espéré pour ne pas être lasés de l'espérance ?

Capitales de la dévaluation et des mesures d'accompagnement alléchantes, Dakar et Yamoussoukro, où les maîtres et leurs auxiliaires administratifs se réunirent un mois plus tard pour faire le point sur leur décision historique, risquent d'être à cet égard des cités des mirages. Comme le démontre Jean Coussy, les mesures d'accompagnement agitées devant les dirigeants des PAZF sont au fond de nouvelles conditionnalités habilement déguisées et conduites sous la férule de Bretton Wood, dans le but de porter, selon Bruno Coquet et Jean-Marc Daniel, un coup fatal à la politique africaine de la France, ébranlant ainsi le mythe des supposées efficacité économique et invulnérabilité de la Zone CFA. Ainsi se suivent et s'accumulent les conditionnalités sans que l'on voie poindre quelque part à l'horizon le paradis promis. Si seulement les paroles de « dévalués » que Paule Dupraz a récoltées dans les rues de Bamako et de Dakar pouvaient parvenir aux oreilles des bureaux aseptisés de Bretton Wood !

Au contraire de Bruno Losch ou de Éric Mbok par exemple, les bailleurs-dévalueurs ne se préoccupent guère de savoir si les PAZF sont suffisamment armés pour gérer cette dévaluation annoncée et programmée parce que jugée inévitable pour mille et une raisons mais curieusement exécutée presque en catimini, à la sauvette, illustrant effroyablement l'absence de débat si caractéristique des relations franco-africaines. Vous avez dit débat ? Mais quel débat ? sur quoi ? pourquoi ? sur qui ?

avec qui ? Parce que d'une part, la France est toujours perçue comme la seconde patrie, voire la patrie, par les dirigeants des PAZF où ils vont continuellement déposer leur cœur et leurs trésors et que, d'autre part, elle s'est toujours octroyée une vocation africaine, il y a raison de penser que le débat, s'il avait eu lieu, tournerait à la glossolalie ou au soliloque dont les acteurs ont voulu sans doute faire l'économie. Lorsque le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest déclare peu avant la dévaluation que ce qui est bon pour la France est bon pour l'Afrique, ses propos sont très représentatifs de la mentalité africaine. On est totalement d'accord avec François-Xavier Verschave quand il rappelle qu'il y a trop d'intérêts en jeu dans les relations franco-africaines pour que ce débat ait vraiment lieu, à moins qu'agissent sur les décideurs des groupes de pression puissants et efficaces. Et encore !... Comme l'ont été les monopartismes, les plans d'ajustement structurel et, sous nos yeux, les processus de démocratisation, la dévaluation ne sera-t-elle pas rentisée ? Jean Coussy et la plupart des auteurs de ce dossier pensent que oui. Et les résultats des enquêtes de terrain conduites par Georges Courade et Véronique Alary dans les filières caféières et cacaoyères au Cameroun ne donnent pas une réponse évasive sur ce point.

Qu'on ne se voile pas la face : comment peut-on estimer que des États réputés souvent pour leur déliquescence structurelle, et des dirigeants pour leur absence d'éthique publique et pour leur production de nuisances de toutes sortes peuvent tirer avantage de la dévaluation pour le bien-être général comme le disent les dévalueurs ? Malheureusement l'expertise breton-woodienne, et aussi française, feint d'ignorer la capacité extraordinaire qu'ont les dirigeants africains à transformer en ressources la moindre occasion que peut leur permettre le système international.

Si la dépréciation du F CFA, sanctionnant une gestion désastreuse des PAZF et une politique de coopération franco-africaine encore plus désastreuse, visait à l'efficacité, elle eût été précédée ou accompagnée de réflexions sans concessions sur le mode de fonctionnement des États des PAZF afin d'y introduire de profondes réformes. Car, monnaie plus politique qu'économique, sans doute la seule au monde à être soustraite aux lois de l'économie et protégée par des décrets-lois contre l'incurie, la gabegie et la spéculation des corporations dirigeantes prédatrices, le F CFA portait en lui-même le ver qui l'a rongé : le maillon essentiel dans le dispositif de corruption et de clientélisme franco-africains où les partenaires donnent l'impression d'être liés par un pacte mafieux, un pacte de sang, que l'on a le courage de baptiser plutôt Pacte colonial. Suffit-il alors d'un simple changement de parité pour que le bel édifice s'écroule, pour que l'on assiste au démantèlement de ce Pacte ? Quand on sait combien Paris et les Afriques chérissent et tiennent à leur Pacte et que sont restées inchangées les règles de base du fonctionnement de la Zone franc : coopération civile, francophonie, assistance militaire technique, convention de défense et de sécurité, etc. sur lequel dictateurs et crypto-démocrates sont demeurés muets.

Le problème de la parité du F CFA a toujours constitué un sujet sensible, voire interdit, de la politique africaine de la France. Qu'on se rappelle l'opposition courroucée du président Pompidou en novembre 1972, au cours de sa visite officielle à Lomé, lorsque son homologue togolais suggérait de revoir la parité de cette monnaie. Et il arrive aussi que des chercheurs reniflant dans « les domaines réservés » de la Zone franc soient exposés à des pressions (1). Le système CFA a trop bien fonctionné, des habitudes ont été contractées, des réseaux clientélistes solidement établis, des privilèges accumulés. Comment les Afriques soumises peuvent-elles, comme ça, du jour au lendemain, inverser le cours des choses au profit des Afriques indociles qui se battent sur les barrages routiers et les barbelés des frontières entre le Nigeria et le Cameroun, comme le montre si bien J. Herrera, utilisant les armes mêmes du système (spéculation, trafics illicites, contournement des normes, etc.) pour ne pas uniquement sous-vivre ? Ces Afriques des indociles, des informels, qui ont aussi leurs tares, ont au moins réussi là où d'autres ont échoué : l'intégration régionale qu'elles aimaient à décliner sur le mode incantatoire que Béatrice Hibou analyse dans le cas de l'Afrique centrale. Yaoundé, Libreville, Abidjan, Brazzaville voire Dakar, etc. ne sont décidément pas disposés, pour des raisons diverses, à envisager de véritables politiques d'intégration régionale et encore moins à sortir de la Zone franc.

La dévaluation soulève et embrasse beaucoup de questions qui dépassent le cadre strictement matériel et économique au point de devenir, nous semble-t-il, un problème ontologique. Car elle place les Africains de la Zone franc face à eux-mêmes, à la France et au système mondial. Bref, elle les place par rapport à leur propre existence et à leur environnement. Quelle main exécutera le travail salutaire et préalable qu'implique la renaissance des PAZF ? Pourtant, ce travail de lustrage en profondeur des esprits est indispensable qui doit déboucher sur des États dotés de structures fiables visant quand même un minimum de rationalité et assurant vis-à-vis des populations les fonctions élémentaires de souveraineté, pour reprendre une expression chère à Étienne Le Roy (2). Sinon, on aura toujours affaire dans les PAZF à des « étatoïdes » — comme on parle d'humanoides — qui ne présagent rien de bon ni pour les processus de démocratisation, ni pour les politiques d'intégration régionale, ni pour la dévaluation actuelle et celles qui vont suivre, ni même pour les projets de décentralisation que les grands maîtres de Paris-sur-Élysée sont en train de concocter pour les PAZF. En cas d'échec, qu'on ne vienne pas encore nous dire qu'il appartient aux Africains de se prendre en charge, de compter sur eux-mêmes (mais..., les Afriques indociles sem-

(1) Ce passage doit rappeler quelque désagréable souvenir à Ch. de Boissieu, professeur de sciences économiques à Paris I, auteur de « L'intégration monétaire : l'exemple de la Zone franc », pp. 109-138, in Ch.-A. Micha-

let (dir.), *Le défi du développement indépendant*, Paris, Éd. Rochevignes, 1983.

(2) Il codirigera avec Ph. Marchesin le numéro 60 de décembre 1995 sur le thème *Besoin d'État en Afrique*.

blent le faire pourtant !), car le dire signifie qu'ils ne le feront point. « Le tigre ne crie pas sa tigritude, il prend sa proie et la mange » disait naguère Wole Soyinka à l'adresse de Léopold Sédar Senghor. En ce temps de disettes et de dévaluations, on attend des Africains cette attitude de tigre.

C.M.T.

Dossier thématique établi par Comi M. Toulabor